



L'esprit de nos lois, 2

La chronique de François Sureau

Je voudrais poursuivre avec vous que je ne vois pas une réflexion qui n'est pas achevée et qui comporte une part non négligeable de doute. L'occasion m'en est donnée par la relecture d'un classique politique russe, *Jalons*, cet ensemble d'articles publiés en mars 1909 par plusieurs auteurs éminents dont Nicolas Berdiaev, Pierre Struve ou Serge Boulgakov, différents mais tous aussi également critiques à l'égard tant des emportements révolutionnaires de l'intelligentsia que de la réponse que l'autocratie leur opposait (1). Dans sa remarquable préface, François Thom montre bien en quoi ce livre peut nous intéresser. Toutes proportions gardées, nous paraissions menacés par les mêmes choses : les emportements irréflectifs d'une masse fluide, prompte à s'émouvoir et à s'enflammer sinon à agir, insatisfaite, passant de Catalogne en harcèlement, de réchauffement en crainte du terrorisme. Et, à l'autre bout, un pouvoir tenté par l'autocratie

protectrice, éliminant l'une après l'autre par les chemins discrets de l'administration les libertés qui nous constituent. Entre les deux, des intellectuels généralement moins portés à vouloir sauver notre héritage qu'à donner des justifications théoriques à l'amour du mouvement pour le mouvement d'un côté, et de la schlague de l'autre. Je tire bien sûr les lignes. Macron n'est pas plus le tsar Nicolas que Collobomb n'est Stolypine. Notre état présent n'est pas si grave, surtout si on le compare à celui que connaissent d'autres pays.

Mais c'est ainsi que la question des institutions, si souvent laissée chez nous aux spécialistes de la technique constitutionnelle, prend son importance, parce que les institutions sont la forme de notre démocratie. Pour s'y intéresser sérieusement, il faut franchir plusieurs obstacles successifs. Le premier, c'est l'idée, qui subsiste à l'état latent dans notre tradition chrétienne, et même chez ceux qui ont cessé d'y croire, que les royaumes de la Terre appartiennent au diable,

et qu'on se perd sans intérêt pour personne à vouloir les améliorer. À la tentation présentée par Satan de gouverner le monde, « *que je sache, le Christ n'a jamais répondu*, écrit l'étonnant Leonardo Castellani, *en disant : "Menteur, tu ne saurais donner ce que tu n'as pas."* (2) ». Le second obstacle tient à cette autre idée, très répandue et très paralysante, que les institutions sont indifférentes ou comptent moins que la qualité des hommes qui les animent.

Voici donc nos institutions, héritières de l'une des histoires constitutionnelles les plus tourmentées de l'Occident. Notre pays ressemble à un dormeur affligé d'un mauvais sommeil et se retourne sans cesse sur le lit du droit. L'exécutif se dispose, dit-on, à réformer la Constitution. C'est l'occasion d'un retour sur nous-mêmes et sur nos illusions dont la nation n'est pas coutumière. Peu de textes récents y aident davantage que le texte de Jacques Julliard qui termine ses œuvres choisies, récemment publiées, et s'appelle « *Pour un réformisme utopique* » (3). Il y montre que nous souffrons collectivement d'un défaut dans l'organisation sociale, qui laisse les citoyens insatisfaits, et d'une confiscation du pouvoir par leurs élites, fussent-elles issues de l'élection, qui les laisse amers et parfois désespérés. Commentant à la fois Proudhon et Saint-Simon, il critique de manière saisissante cette idée de souveraineté qui, passant des rois au « peuple », est au fond la manière que nous avons inventée pour ne pas nous sentir responsables de la démocratie elle-même. « *La souveraineté du peuple sur lui-même, cet aimable paradoxe rousseauiste, n'a jamais existé. Elle a servi de paravent au pouvoir despotique de ceux qui se proclament, grâce à l'élection, comme les chargés de pouvoir légitime du peuple souverain.* » À le lire, on comprend pourquoi les différentes réformes que nous avons connues et jusqu'à la plus récente, en 2008, n'ont fait qu'aggraver les travers de cette construction, et pourquoi l'on ne peut rien attendre ni d'une présidentialisation accrue, ni d'un

« *renforcement des pouvoirs du Parlement* », qui n'aboutiraient qu'à accroître l'ampleur de cette délégation en quoi réside la racine de nos maux.

À l'autre bord de l'échiquier politique, Philippe Ariès ne disait rien d'autre lorsqu'il avouait préférer la monarchie du XVI^e siècle, celle d'avant l'absolutisme. Il nous reste à essayer d'imaginer quelles voies nous pourrions explorer dans le souci de réaliser notre démocratie au lieu de la détruire. Il est sûr déjà, pour reprendre l'idée que l'on trouve dans les *Jalons* des écrivains russes, que l'exaltation d'un passé national fantasmé, ou le souvenir pieux d'une révolution avortée combinant l'amour des régimes totalitaires avec les réquisitions du pur individualisme représentent, eux, des « *chemins qui ne mènent nulle part* ».

(1) *Jalons*, Le Cerf, 2011, 33 €.

(2) *Le Verbe dans le sang*, traduction et introduction d'Erick Audouard, Ed. Pierre-Guillaume de Roux, 2017, 26 €.

(3) *L'Esprit du peuple*, Ed. Robert Laffont, 2017, 32 €.